

# ACTE DE CESSION DE PARTS

## ENTRE LES SOUSSIGNÉS

**Madame Isabelle GUILLAUMAIN épouse BOUBAT,**

née le 26 octobre 1968 à NEVERS (Nièvre),

Demeurant : 5 avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND,

Marié avec Monsieur Olivier BOUBAT sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union,

ci-après dénommé "le cédant"

D'UNE PART

ET

**Monsieur Benoît DEFOIS,**

né le 20 juin 1978 à ANGERS (Maine et Loire),

demeurant : 3 quai Ferdinand Fabre 44000 NANTES,

marié avec Madame Mélanie FERCHAUD épouse DEFOIS sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de MONTREUIL-BELLAY (Maine et Loire), le 22 juin 2002, régime n'ayant subi aucune modification à ce jour.

**Monsieur Olivier BOUBAT,**

né le 17 mars 1966 à ST AMAND MONTROND (Cher),

Demeurant : 5 avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND,

Marié avec Madame Isabelle GUILLAUMAIN comme indiqué dessus,

ci-après dénommés "les cessionnaires"  
agissant séparément et non solidairement

D'AUTRE PART

## IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Il existe une SARL dénommée ELEVEN, au capital de 20.000 €, dont le siège social est situé 5, avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 530 937 192 RCS BOURGES depuis le 11 mars 2011 (ci après également dénommée « **la Société** »).

Cette société a pour objet le négoce au détail d'articles de tous sports, vêtements, chaussures et accessoires et plus particulièrement dans le domaine du football.

03 30 JB

Le capital de la Société est divisé en 20.000 parts de 1 €, numérotées de 1 à 20.000, réparties comme suit :

- à Monsieur Olivier BOUBAT, dix mille parts, ci numérotées 1 à 10.000,	10.000 parts
- à Madame Isabelle GUILLAUMAIN épouse BOUBAT, dix mille parts, ci numérotées 10.001 à 20.000,	10.000 parts
	-----
Total égal au nombre de parts composant le capital social : vingt mille parts, ci	20.000 parts

Monsieur Olivier BOUBAT et Madame Isabelle GUILLAUMAIN épouse BOUBAT sont cogérants de la Société.

Madame Isabelle GUILLAUMAIN épouse BOUBAT a souhaité céder ses parts et les cessionnaires se sont déclarés intéressés pour les acquérir.

C'est pourquoi, les soussignés ont signé le présent acte.

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1 – Cession de parts**

Par les présentes, le cédant cède et transporte, avec les garanties ordinaires et de droit, aux cessionnaires qui acceptent les DIX MILLE parts qu'il détient dans le capital de la Société, dans les proportions suivantes :

- à Monsieur Olivier BOUBAT : six mille (6.000) parts numérotées de 10.001 à 16.000,
- à Monsieur Benoît DEFOIS : quatre mille (4.000) parts numérotées de 16.001 à 20.000.

Le cédant déclare que les parts présentement cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits des cessionnaires.

Les parts cédées deviendront la propriété des cessionnaires dans les proportions ci dessus à dater de ce jour.

Ils recevront seuls la fraction des bénéfices de l'exercice en cours attachée aux parts qui leur sont cédées.

Ils seront subrogés dans tous les droits et obligations liés aux parts qui leur sont cédées.

03 30 JB

## **Article 2 – Prix – Modalités de paiement**

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de DIX MILLE euros (10.000 €) soit un euro (1 €) par part payable selon les modalités suivantes :

1) Le prix des SIX MILLE (6.000) parts cédées à Monsieur Olivier BOUBAT est payé comptant ce jour, ce dont le cédant lui donne quittance.

2) Le prix des QUATRE MILLE (4.000) parts cédées à Monsieur Benoît DEFOIS est payable à terme selon l'échéancier suivant :

- 1 <sup>er</sup> avril 2012 :	750 €
- 1 <sup>er</sup> octobre 2012 :	750 €
- 1 <sup>er</sup> avril 2013 :	750 €
- 1 <sup>er</sup> octobre 2013 :	750 €
- 1 <sup>er</sup> avril 2014 :	1.000 €

## **Article 3 – Application des dispositions des articles 1832-2 et 1424 du code civil**

1) Les parts acquises par Monsieur Benoît DEFOIS le sont au moyen de biens communs.

Madame Mélanie FERCHAUD épouse DEFOIS, conjoint commun en biens de Monsieur Benoît DEFOIS a, par acte séparé, donné son consentement à l'acquisition ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil et a déclaré ne pas vouloir être personnellement associée et renoncer pour l'avenir à revendiquer cette qualité, la qualité d'associé devant être reconnue à Monsieur Benoît DEFOIS pour la totalité des parts acquises.

2) Monsieur Olivier BOUBAT, conjoint commun en biens de Madame Isabelle GUILLAUMAIN, épouse BOUBAT, partie aux présentes en qualité de cessionnaire d'une fraction des parts cédées, donne son consentement à la cession ci-dessus des parts dépendant de la communauté, conformément aux dispositions de l'article 1424 du code civil.

## **Article 4 – Formalités de publicité - Opposabilité**

Monsieur Olivier BOUBAT, cogérant, se voit confier tous les pouvoirs en vue de remplir les formalités de publicité prescrites par la loi. Dès qu'un exemplaire original du présent acte aura été déposé au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de dépôt, la gérance dressera un procès-verbal attestant le caractère définitif de la modification des statuts.

## **Article 5 – Déclarations fiscales**

Les soussignés déclarent que la société est soumise à l'impôt sur les sociétés et qu'elle n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

En conséquence, les droits d'enregistrement sont calculés sur une assiette réduite à proportion du nombre des parts cédées sur le nombre total des parts, en application de l'article 726 III du Code Général des Impôts.

OB BO JB

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 8 de la loi du 18 avril 1918 (CGI article 1837) que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Cédant et cessionnaires déclarent :

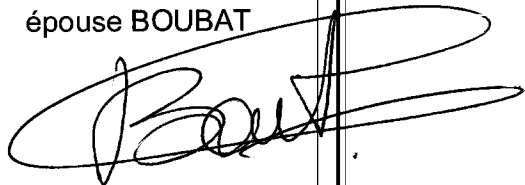
- qu'à la suite de la présente cession, la société ELEVEN restera une SARL,
- que les cédants sont libres, sur le plan fiscal, de tout engagement de conservation des parts cédées.

### **Article 6 – Election de domicile**

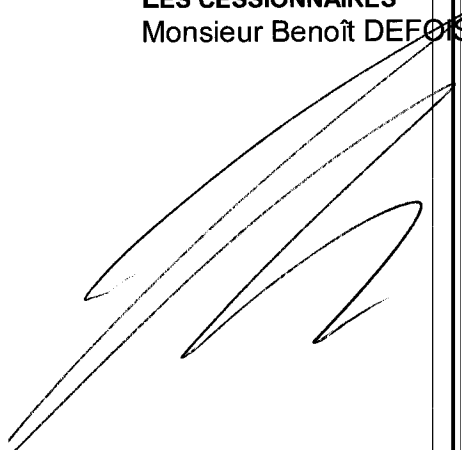
Les soussignés font élection de domicile en leur demeure respective, telles qu'indiquées en tête des présentes.

Fait à NANTES  
Le 1<sup>er</sup> avril 2011  
en sept (7) exemplaires originaux

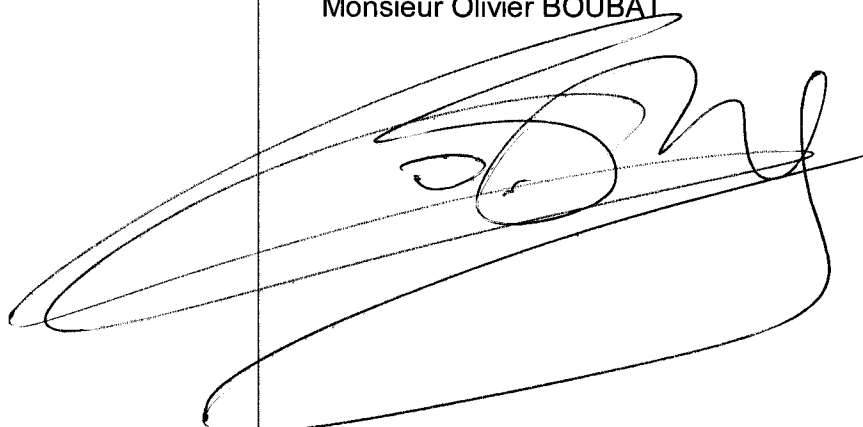
**LE CEDANT**  
Madame Isabelle GUILLAUMAIN  
épouse BOUBAT



**LES CESSIONNAIRES**  
Monsieur Benoît DEFOIS



Monsieur Olivier BOUBAT



Enregistré à : SERV. DEP. D ENREGISTREMENT-BOURGES

Le 14/11/2011 Bordereau n°2011/1 364 Case n°16

Ext 4589

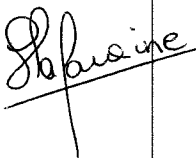
Enregistrement : 25 €

Pénalités : 4 €

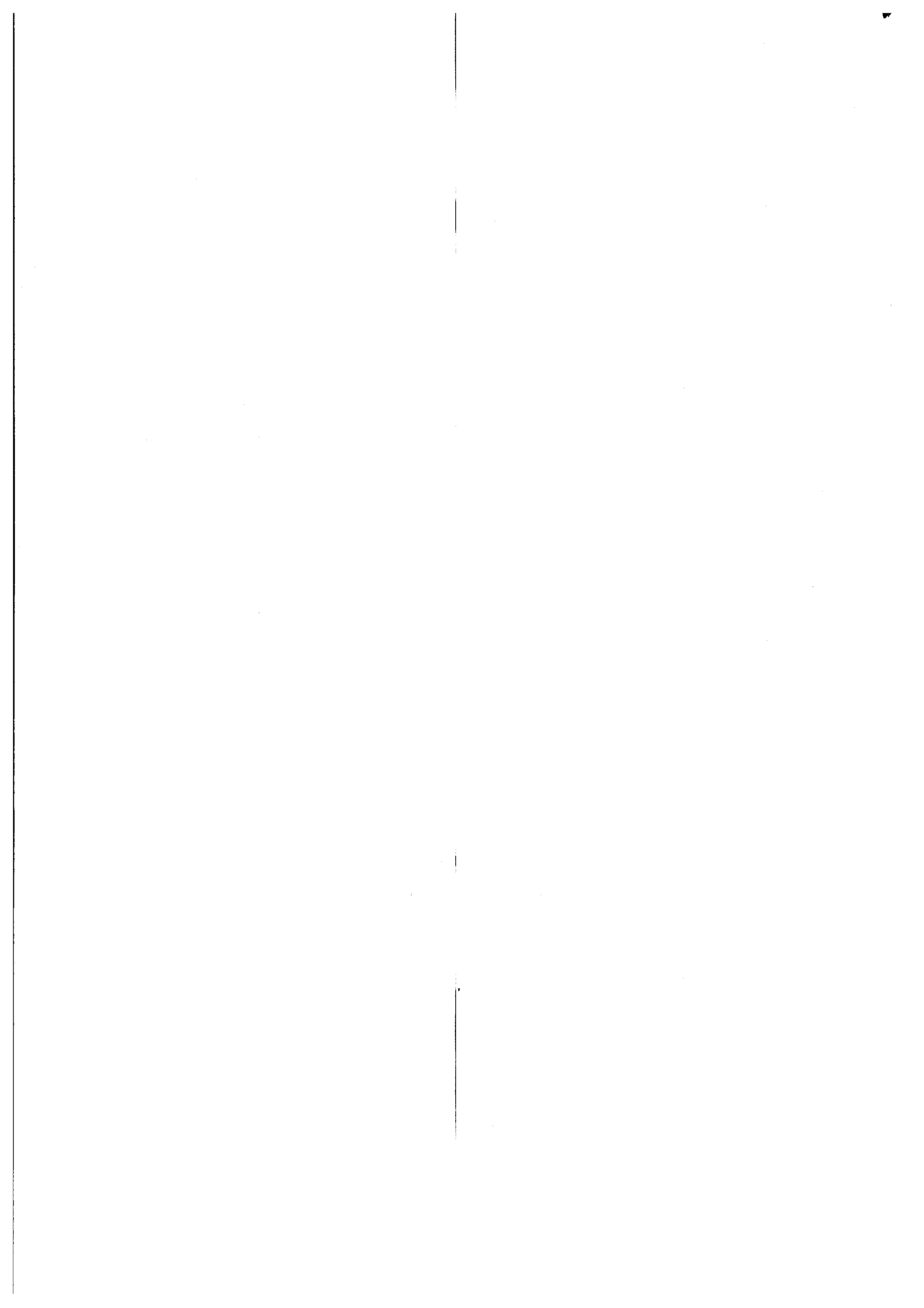
Total liquidé : vingt-neuf euros

Montant reçu : vingt-neuf euros

Le Contrôleur



La **Contrôleuse** Principale  
des **Finances** Publiques  
**Solange LAGARINE**





**ENVOI EN GED**

GREFFE DU  
TRIBUNAL DE COMMERCE  
DE BOURGES  
1, PLACE HENRI MIRPIED  
18014 BOURGES CEDEX  
TEL.02.48.70.07.33  
FAX 02.48.70.89.92

**SARL ELEVEN**

5, avenue Foch  
18200 Saint-Amand-Montrond

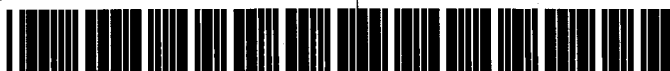
**Date Chrono : 18/11/2011**

**Type de document : Statuts**

**N° de Gestion : 2011 B 129**

**N° de dépôt : 2011A2474**

**Siren : 530 937 192**



**\*GED00486208\***

# SARL ELEVEN

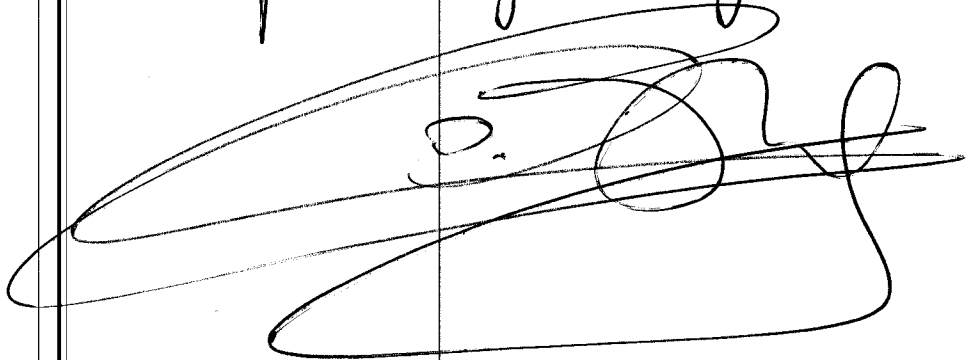
SARL au capital de 20.000 €  
Siège social : 5 avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND  
530 937 192 RCS BOURGES

## STATUTS

**Modifiés suite à l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> avril 2011**

*Cession de parts – répartition du capital*

*Copie certifiée conforme.*

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned below the text 'Copie certifiée conforme.'

## **ARTICLE 1 : Forme**

Il est formé entre les soussignés une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et les présents statuts.

## **ARTICLE 2 : Dénomination sociale**

La société prend la dénomination de : **SARL ELEVEN**

Dans tous les actes, documents, publications émanant de la société, cette dénomination doit toujours être suivie ou précédée de la mention SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE ou des initiales SARL et de l'énonciation du montant et du type du capital social.

## **ARTICLE 3 : Durée**

La durée de la société est fixée à **99 ans** à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf prorogation ou dissolution anticipée..

## **ARTICLE 4 : Siège social**

Le siège social de la société est fixé à :

**5 AVENUE FOCH, 18200 ST AMAND MONTROND.**

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la ville sur simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision de la collectivité des associés. La gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

## **ARTICLE 5 : Exercice social**

Il commence le **1 janvier** et se termine le **31 décembre** de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et se terminera le **31 décembre 2011**.

Les opérations prévues à l'article 24 seront rattachées au premier exercice social.

## ARTICLE 6 : Objet social

**Dispositions générales relatives à l'objet social :** Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes autres sociétés ou entreprises, françaises ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

**La société a pour objet :**

le négoce au détail d'articles de tous sports, vêtements, chaussures et accessoires et plus particulièrement dans le domaine du football.

la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.

la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe..

## ARTICLE 7 : Apports

**Les apports constitutifs du capital social ont été effectués de la façon suivante :**

- Monsieur BOUBAT OLIVIER apporte la somme de	10000 Euros
<hr style="border-top: 1px dashed black;"/>	
- Madame BOUBAT ISABELLE apporte la somme de	10000 Euros
<hr style="border-top: 1px dashed black;"/>	
<b>TOTAL DES APPORTS NUMERAIRES :</b>	<b>20000 Euros</b>

Le capital social libéré est déposé à la banque : ,

**MONTANT TOTAL DES APPORTS : 20000 Euros**

## ARTICLE 8 : Capital social

Le capital social s'élève à la somme de vingt mille euros (20.000 €). Il est divisé en vingt mille (20.000) parts sociales de un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées et attribuées proportionnellement aux apports et suite aux cessions intervenues le 1<sup>er</sup> avril 2011, de la façon suivante :

- |  |              |
|--|--------------|
| - Monsieur Olivier BOUBAT, seize mille parts, ci numérotées 1 à 16.000,      | 16.000 parts |
| - Monsieur Benoît DEFOIS, quatre mille parts, ci numérotées 16.001 à 20.000, | 4.000 parts  |
|  | -----        |

Total égal au nombre de parts composant le capital social : vingt mille parts, ci	20.000 parts
--	--------------

## ARTICLE 9 : Droits responsabilités et obligations attachés aux parts sociales.

Chaque part donne droit :

- a) -à une voix dans tous les votes et délibérations,
  - b) -à une fraction proportionnelle au nombre de parts créées, quelles que soient leur époque de création et le régime fiscal, dans l'actif social et les bénéfices, sauf dispositions légales différentes.
- La possession d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux résolutions régulières des associés. Sauf exception légale, chaque associé n'est responsable qu'à concurrence du montant des parts qu'il possède.

## ARTICLE 10 : Indivisibilité des parts sociales

Chaque part est détenue par un seul propriétaire, les indivisaires, ayants cause ou héritiers sont tenus de se faire représenter par l'un d'eux, considéré comme seul propriétaire. A défaut d'entente, la société considérera l'usufruitier comme représentant valablement le nu-propriétaire, quelles que soient les décisions à prendre.

## ARTICLE 11 : Cessions et transmissions des parts sociales

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte notarié ou sous seing privé. Conformément à l'article 1690 du Code civil, elles ne seront opposables à la société qu'après signification faite par elle dans un acte authentique. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt et ce, conformément à l'article 20 modifié de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

La cession des parts sociales de la société se fera sous les conditions suivantes :

- le conjoint, un ascendant ou descendant ne devienne associé qu'après avoir été agréé par les autres associés, les conditions d'agrément étant dans ce cas identiques à celles prévues pour les tiers.
- La cession entre associés est également soumise à agrément.

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

## **ARTICLE 12 : Nomination et pouvoir des gérants**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants associés ou non.

En cas de pluralité d'associés, ils sont nommés par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié du capital social. Dans ses rapports avec les associés, le gérant peut faire tout acte de gestion dans l'intérêt de la société. Vis-à-vis des tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances, au nom de la société, sous réserve de ceux que la loi attribue aux associés. Le gérant peut sous sa responsabilité personnelle conférer toutes délégations spéciales ou temporaires à tout mandataire de son choix pour des opérations déterminées.

## **ARTICLE 13 : Durée des fonctions de gérant.**

Ils peuvent être nommés pour une durée indéterminée. Les gérants peuvent renoncer à leur fonction en prévenant le ou les associés trois mois à l'avance. Le ou les gérants, sont toujours révocables par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision ordinaire des associés, représentant plus de la moitié du capital social.

Toute clause contraire est réputée non écrite. A la demande de tout associé, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime. La révocation sans juste motif peut donner lieu à dommages et intérêts. Le gérant pourra recevoir un traitement fixe et /ou proportionnel dont le montant et les modalités seront déterminés ultérieurement par décision ordinaire de l'associé unique ou des associés.

## **ARTICLE 14 : Commissaires aux comptes**

L'associé unique ou les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes (titulaire et suppléant) par une décision ordinaire. De plus, cette désignation devient obligatoire lorsque la société dépasse les seuils fixés par décret. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux.

## **ARTICLE 15 : Décisions des associés**

L'associé unique exerce seul les pouvoirs que confèrent la loi et les statuts de la société à la collectivité des associés. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises en assemblée ou par consultation écrite, à la diligence de la gérance,

### **1) - Assemblées**

En cas de pluralité d'associés, ceux-ci sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée avec avis de réception, indiquant clairement les questions à l'ordre du jour ;

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Il peut toutefois se faire représenter pour la totalité de ses parts sociales par un autre associé ou par son conjoint. Toute personne morale pourra se faire représenter par un mandataire de son choix.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal mentionnant la date et le lieu de la réunion, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents ou rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes

Le procès-verbal d'assemblée est établi par le gérant sur un registre spécial, coté et paraphé par l'autorité légalement habilitée à cet effet, et tenu au siège social.

### **2) - Consultations écrites**

En cas de pluralité d'associés, la gérance adresse, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à chacun des associés le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés disposent de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions pour répondre à chaque résolution par les mots "oui" ou "non".

Tout associé n'ayant pas régulièrement voté dans le délai imparti est considéré comme ayant voulu s'abstenir. Le procès-verbal de la délibération est établi par le gérant selon les formes indiquées pour les procès-verbaux d'assemblée, mais en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit et en annexant au procès-verbal la réponse de chaque associé.

## **ARTICLE 16 : Nature des décisions des associés**

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont de deux types.

### **1) - Décisions ordinaires :**

Ce sont les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires sauf exceptions prévues par la loi. Elles ont notamment pour objet :

- d'approuver les comptes annuels,
- d'autoriser la gérance à effectuer certaines opérations,
- de nommer ou révoquer le gérant même statutaire,
- de nommer, le cas échéant, le commissaire aux comptes,
- d'approuver les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

Elles ne peuvent être valablement prises qu'à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

Ou, en deuxième consultation, à la majorité des votes émis, toutefois non inférieure au quart du capital

### **2) - Décisions extraordinaires :**

Ce sont les décisions des associés portant sur l'agrément de nouveau ; associés ou la modification des statuts, sous réserve des cas prévus par la loi, Elles ont notamment pour objet l'augmentation et la réduction du capital, la modification de l'objet social, de la dénomination ou du siège social, la fusion avec une autre société ou la transformation en société d'un autre type.

Elles ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à la majorité en nombre d'associés représentant au moins les trois quarts du capital social pour le consentement aux cessions de parts à des tiers,
- à la majorité représentant au moins les trois quarts du capital social pour toutes les autres décisions Extraordinaires.

## **ARTICLE 17 : Approbation et publicité des comptes**

1) - Approbation des comptes : Le bilan, le compte de résultat, l'annexe et le rapport de gestion établis par le gérant sont soumis à l'approbation de l'associé unique ou des associés réunis en assemblée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice,

2) - Publicité des comptes : Conformément à l'article 44-1 nouveau du décret sur les sociétés commerciales, la société doit déposer en double exemplaire au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social de la société dans le délai d'un mois à compter de l'assemblée d'approbation des comptes :

- les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que, le cas échéant, les rapports des commissaires aux comptes,
- la proposition d'affectation du résultat soumise à l'assemblée et la résolution d'affectation votée, En cas de refus d'approbation une copie de la délibération de l'assemblée doit obligatoirement être déposée dans le même délai.

## **ARTICLE 18 : Affectation des résultats**

Sur les bénéfices nets de chaque exercice diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé un vingtième pour constituer le fonds de régime légal. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes intérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale prélève ensuite les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves

facultatifs, ordinaires et extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, pourra être réparti entre les associés proportionnellement à la quantité de parts qu'ils détiennent respectivement, ou encore indépendamment de celle-ci, mais dans tous les cas, sur décision de la collectivité de ceux-ci prise à l'unanimité, en assemblée générale ordinaire annuelle d'approbation des comptes.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction. En cas d'associé unique, celui-ci décide de l'affectation du bénéfice distribuable dans les mêmes conditions qu'en cas de pluralité d'associés.

## **ARTICLE 19 : Paiement des dividendes**

Les modalités en sont fixées par l'assemblée générale ou par l'associé unique la mise en paiement doit avoir lieu dans les neuf mois au maximum après la clôture de l'exercice, sauf prolongation accordée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce sur requête, et à la demande des gérants.

## **ARTICLE 20 : Dissolution - Liquidation**

A l'expiration de la société, en cas de dissolution, la liquidation est faite par le gérant en fonction, ou à défaut, par tout liquidateur désigné par l'associé unique ou les associés. Les liquidateurs ont alors tous pouvoirs pour réaliser aux conditions qu'ils acceptent, l'actif de la société, et éteindre son passif. Le boni de liquidation, s'il en existe après remboursement du montant nominal des parts sociales, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, partagé entre les associés au prorata du nombre de leurs parts sociales.